

Samedi 7 juin 2008

Tables Rondes :

2) *La culture partout (territoires partagés, projets et équipements, articulation centre-ville / quartiers, ville / aggro...)*

Intervenants : F. LEXTRAIT / P.LACAZE / B. MALLET

Introduction de **B. MALLET** : présentation des deux intervenants de l'après-midi en rappelant les règles du jeu : chaque participant au débat doit se présenter, être le plus concis possible dans sa prise de parole et devra cibler la thématique.

F. LEXTRAIT :

A chacune de mes venues à Toulouse, j'ai connu des moments intenses et très enrichissants car j'ai toujours eu l'impression que quelque chose était en « germe » dans cette ville. Cette impression peut s'expliquer par les nombreuses activités existantes sur ce territoire depuis des années et elle s'est accentuée récemment avec le changement survenu aux élections municipales. Ce dernier annonce certainement une dimension politique nouvelle. Ce qui s'annonce très intéressant c'est d'observer comment cette richesse présente sur le territoire va être l'amorce d'une nouvelle dimension politique en matière culturelle.

Aujourd'hui, de nombreuses interrogations émergent à l'échelle nationale sur la nécessité de repenser une politique culturelle qui doit se situer au cœur d'une politique beaucoup plus transversale. On voit bien que depuis la fin des années 1990, une erreur a été commise dans la manière de conduire ces politiques. Après dix ans d'une politique menée par la gauche, on a bien vu comment la politique culturelle s'est refermée sur elle-même, que ce soit du point de vue de ses institutions ou du cloisonnement entre les disciplines artistiques. Repenser les politiques culturelles passe par une remise en question plus profonde et la nécessité de s'interroger sur la place que doit avoir la culture dans la société.

Depuis une quinzaine d'années, on a vu apparaître en France une série de nouvelles formes d'expressions et de lieux culturels qui se sont inscrits en marge des réseaux nationaux institutionnels (Scènes Nationales, etc.) que pourtant tout le monde nous envie. Les politiques menées durant ces années n'ont pas réussi à prendre en compte ces mouvements porteurs d'innovation et sont progressivement vidées de leurs sens. Outre la polémique évoquant l'échec politique de la démocratisation culturelle, je pense que l'on paye aujourd'hui l'erreur d'avoir considéré depuis quinze ans la culture comme un champ autonome au sens que l'entendait A. Malraux.

Deux questions centrales apparaissent systématiquement lors de la mise en place d'une politique culturelle et artistique : qui est concerné ? Comment la mettre en œuvre ? L'équation entre ces deux interrogations semble aujourd'hui insolvable... Le contexte d'une gouvernance plurielle, dans lequel j'ai du travaillé avec M. DUFFOUR (secrétaire d'Etat à la Culture), était peu propice aux initiatives puisqu'il opposait deux visions de la culture. L'appareil est tel que toute tentative de réforme radicale serait bloquée immédiatement. Nous avons donc opté pour la stratégie d'inventer quelque chose de parallèle qui s'appuie sur l'ensemble du dispositif public (et non pas seulement

dans le cadre d'une politique culturelle) et qui ne repose pas sur une logique de public cible. Je pense que la question de « l'excellence artistique » n'est pas à remettre en cause mais elle ne doit pas être déconnectée de la question du « vivre ensemble » et de la construction communautaire. Notre expérience au ministère a été courte puisqu'en 2002 la droite a repris le pouvoir. Toutefois notre passage aura permis de prendre conscience qu'il existe peut-être une autre voie que celles proposées par A. MALRAUX et J. LANG. Celle-ci doit s'appuyer sur la concertation et la création de nouveaux passages.

Aujourd'hui les collectivités territoriales jouent un rôle essentiel en matière de politique culturelle. Actuellement, nous ne pouvons rien attendre de l'Etat si bien que nous pourrions même demander à notre président de supprimer le ministère de la culture et de redistribuer ensuite les économies réalisées auprès des collectivités territoriales...!

Oublions les voies engagées par A. MALRAUX et J. LANG, même si ces dernières ont beaucoup servi à la France. Le risque serait en effet de reproduire les mêmes erreurs commises dans les années 1990. Il semble aujourd'hui nécessaire de partir vers de nouvelles collaborations. A ce sujet, la thèse soutenue par BROSSA (?) est très intéressante. Il développe l'idée selon laquelle la sphère culturelle d'aujourd'hui supplante la sphère politique : dans le contexte actuel la question culturelle sert le néo libéralisme et une société qui est de moins en moins politique. Cette thèse est certainement intéressante à considérer pour le territoire toulousain qui est impliqué dans une réflexion politique permanente. Il apparaît indispensable de réfléchir sur ce qui s'est passé par le passé et à la manière dont le marché est en train d'instrumentaliser la politique culturelle. La prise en compte des artistes sur le territoire est une entrée qui doit ouvrir une nouvelle voie et qui ne pourra s'engager qu'en maintenant les portes ouvertes.

La plupart des interventions sont portées par des représentants d'associations, collectifs d'artistes, lieux de diffusion, etc. qui n'avaient que pour objectifs de donner une meilleure visibilité à leur activité (en vue d'être mieux identifié dans le jeu d'acteurs ou dans le but même de demander de subventions, etc.). Certains propos, les plus « hors sujets », ne sont pas retranscrits dans cette première synthèse.

P. LACAZE :

La politique d'excellence menée par l'équipe précédente est une politique que nous combattons aujourd'hui puisque nous faisons le choix du débat et de vous écouter. Ce n'est qu'une fois ce premier travail établi que nous prendrons des décisions en novembre prochain. Nous tiendrons alors compte de ce qui a été dit durant ce temps de parole donné aux citoyens, artistes et acteurs culturels.

L'objectif est bien évidemment de mettre en place une véritable politique culturelle à Toulouse qui s'intégrera également et sein de la CAGT (et qui s'inscrit également dans la lignée du projet de construction d'une communauté urbaine).

Intervenant 1 (association Dell'Arte)

Je souhaiterais revenir sur l'organisation d'une direction culturelle à Toulouse... Ici, nous revendiquons au contraire cette construction institutionnelle parce que nous n'en avons jamais eu ! Il semble indispensable de structurer ce réseau.

Quant à la suppression des DRAC, c'est une idée à méditer mais je ne suis pas certaine que les économies réalisées seront par la suite redistribuées...

Intervenant 2 (association *Echanges et Savoirs, Mémoire Active*)

Je pense que la question de l'histoire des civilisations constitue un enjeu fondamental, trop souvent absent des débats. Nous devons avoir une approche pluridisciplinaire et introduire l'enseignement de l'histoire des civilisations. Celui-ci permettrait une meilleure prise de conscience des groupes sociaux et une meilleure appropriation de l'espace.

Intervenant 3 (association *Passeur d'Histoire, et Bazar au Bazacle*)

Nous occupons aujourd'hui un lieu mythique situé à proximité de la Garonne, nos manifestations attirent désormais des milliers de spectateurs à l'année... J'aimerais savoir si la nouvelle municipalité compte tenir compte notre activité ?

Intervenant 4 (plasticienne) :

Je me rends compte que les plasticiens ne parlent pas beaucoup depuis deux jours et figurent donc très en retrait dans les débats... La présence d'œuvres d'art dans les espaces publics est quasi inexistante à Toulouse. Cette situation va-t-elle changer ? Va-t-il y avoir également une prise de conscience de ce côté là ?

Intervenant 5 (*Médiathèque de Colomiers*) :

Depuis une vingtaine d'année, nous pouvons constater qu'il y a eu une augmentation importante du nombre de créations et de lieux de diffusion sur l'ensemble du territoire national. Je pense que le temps est venu d'interpeller le rôle de ces lieux et de s'interroger sur « qu'est ce que l'on y fait dedans? ». C'est une préoccupation qui doit être centrale au risque d'une perte des publics...

Intervenant 6 (musée Saint-Raymond) :

Les grandes institutions culturelles sont forcément localisées dans les centres villes mais n'empêchent pas certaines activités d'être ancrées dans les quartiers. Ancely est un quartier qui s'est construit sur un lieu chargé d'histoire avec l'amphithéâtre romain de Purpan. Remettre l'histoire au cœur de la cité permet de valoriser certains territoires et d'éviter la stigmatisation de la population habitant ces quartiers. Par le traitement de l'histoire, Ancely est un lieu à revaloriser afin que le quartier s'affirme véritablement comme une porte de la ville en direction de Blagnac.

F. LEXTRAIT :

La tournure prise par le débat de cet après-midi, avec les multiples d'interrogations et sollicitations qui remontent de votre part, révèle à la fois le danger et le potentiel qu'il y a à engager ces assises de la culture. Il est impératif d'équilibrer les gros comptes car le politique se retrouve sinon dans une situation insoutenable. Comment sortir de l'entre nous ? C'est un pari démocratique formidable ! La culture partout et non pas « entre nous »...

Il faut arrêter de penser que la culture est une chapelle. Si on veut aider les politiques publiques il est nécessaire d'élargir le champ de ceux avec qui en débattent.

Intervenant 7 (*Takticollectif*) :

Dans notre campagne, nous avons fait la proposition d'intégrer dans les quartiers des maisons de la culture et des arts. Il n'y a pas assez de budget et de moyens pour les quartiers...

F. LEXTRAIT :

En arrivant cet après-midi dans le quartier du Mirail, j'ai vu le désert culturel, un espace peu accueillant, qui ne vit pas... Plutôt que de rajouter de nouveaux lieux, il me semble plus intéressant de s'interroger sur la manière dont on pourrait insérer, initier l'artiste dans l'espace. Comment les artistes peuvent-ils aider à ce que l'espace devienne un espace vécu, un espace accueillant ? C'est plutôt en ce sens que j'entends la culture « partout ».

Intervenant 8 (Music'Halle) :

Qu'est ce qui fait qu'un lieu créé du lien ? Quand on parle des *Nouveaux Territoires de l'Art*, n'est on pas finalement également sur des lieux fermés ?

F. LEXTRAIT :

Bien sûr qu'il y a des *Nouveaux Territoires de l'Art* qui sont fermés ! (100 millions d'euros engagés sur un Nouveau Territoire de l'Art). Certes on est en présence ici d'une contradiction... Comment donner du mouvement à tout ça ?

Intervenant 9 (ingénierie culturelle):

Je tenais à alerter le risque possible de retomber dans la polyvalence de ces équipements. Il faut éviter de qualifier les friches comme des lieux « bon à tout » et qui du coup deviendrait moins spécialisés... Par ailleurs, l'offre toulousaine se caractérise par un manque important qui se situe au niveau des petites salles spécialisées.

Intervenant 10 (le Bijou) :

Je voulais juste intervenir dans ce débat pour rappeler que ce qu'il y a souvent de plus joli ce sont les initiatives (privées). Il ne faut donc pas oublier de laisser du vide et de la place pour que puisse s'exprimer de jolies choses...

Intervenant 11 (collectif Music Action , collectif d'association de diffusion)

Je souhaitais intervenir pour mettre en avant la difficulté à trouver des lieux pour la diffusion des musiques amplifiées, liée notamment aux réglementations qui contraignent fortement l'activité des bars. Il existe pourtant de nombreux lieux mais qui sont sous-utilisés actuellement...

Intervenant 12 (citoyen):

Ne pourrait-on pas évoquer également les jardins publics comme de nouveaux espaces de diffusion ?

Intervenant 13 (architecte) :

Je regrette qu'il n'y ait pas de bâtiments architecturaux mis en scène dans le tissu urbain et de symboles identitaires forts.

Intervenant 14 (galerie du Château d'Eau) :

Quelques propos pour évoquer les difficultés de fonctionnement de notre structure (bien que financée par la Mairie de Toulouse) et ses inquiétudes pour l'avenir.